

Eure

## Manifestation. En faveur des lycéens menacés d'expulsion

LA DÉPÊCHE | vendredi 25 mai 2018

320 mots



*Enseignants et bénévoles de RESF, d'Amesty ou encore du CEFED, syndicalistes et quelques membres de parti politique comme le PCF ont pris part au rassemblement.*

Une cinquantaine de personnes a répondu à l'appel du Réseau éducation sans frontière de l'Eure mercredi.

Jeunes majeurs scolarisés ou encore mineurs dont les parents sont sous le coup d'une obligation de quitter le territoire français (OQTF), une dizaine de lycéens sont ainsi menacés d'expulsion, selon Réseau éducation sans frontière (RESF) de l'Eure. Mercredi après-midi, RESF a appelé à manifester devant la préfecture de l'Eure à Évreux au motif de régularisation de tous ces dossiers. Une cinquantaine de personnes a répondu à l'appel de RESF 27.

**« Ils viennent d'Angola, du Kosovo, de Turquie, du Congo Brazzaville, du Congo Kinshasa... rappellent les bénévoles de RESF 27. Ils ont fui seuls ou avec leur famille, pour échapper à des situations violentes, parfois tragiques. Aujourd'hui leur sécurité n'est plus assurée dans leur pays. Ils sont en France depuis déjà plusieurs années et leurs amis, leurs études, leur vie est ici. Ils ont réussi leur intégration ».**

Difficulté à monter des dossiers

Cependant ils sont menacés, soit directement, soit indirectement, leurs parents ayant été débouté du droit d'asile, pour des raisons que RESF ne jugent pas recevables. S'ajoute à cela la difficulté accrue dans certains cas de constituer un dossier complet. **« Certains de ces lycéens rencontrent de plus en plus de difficultés à obtenir un passeport auprès de leur pays d'origine, dénoncent encore les membres de RESF 27. Or, sans ce passeport, il n'est pas possible de monter un dossier et d'obtenir un titre de séjour ».**

C'est dans ce contexte qu'une délégation des manifestants a été reçue mercredi par Jean-Marc Magda, secrétaire général de la préfecture de l'Eure. Les cinq membres de cette délégation ont exposé un à un les dossiers de cette dizaine de lycéens menacés d'expulsion.

G.M.